

ASSEMBLÉE NATIONALE

12 novembre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-3867

présenté par

M. Le Coq, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisa Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 58

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, les députés LFI-NFP refusent de faire payer aux agents de l'État la mauvaise gestion des finances publiques de la macronie.

En effet, par ce recul honteux de deux ans de la mise en œuvre du financement à 50 % par l'employeur de la protection complémentaire santé dans la fonction publique étatique, le gouvernement espère faire une économie de 183 millions d'euros.

Il s'agit d'un article d'austérité violent qui consiste à ponctionner les fonctionnaires en les forçant à reculer sur leurs droits sociaux. Cette nouvelle attaque, en parallèle de la mise en place de jours de carence supplémentaire qui ne feront qu'aggraver les problèmes de santé des travailleurs de la fonction publique est inacceptable.

Ironiquement, cette mesure avait été mise en place par décret le 4 juillet 2024, par un gouvernement non encore démissionnaire quelques jours avant la victoire du Nouveau Front Populaire aux

élections législatives. Un tel volte-face alors qu'Emmanuel Macron a réalisé un coup de force démocratique pour garder la mainmise sur le pouvoir est proprement incompréhensible et nuit à toute lisibilité de l'action publique et gouvernementale.

Ces engagements en faveur des fonctionnaires doivent être tenus. Nous opposons donc à ce recul brutal. Les fonctionnaires n'ont pas à payer pour la mauvaise gestion des gouvernements Macron successifs !